



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale
de la protection
des populations

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/2765
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2003, modifié autorisant l'EARL CHEMIN du Paradis à exploiter au lieu-dit « Chemin du Paradis » à TREGUIDEL un élevage porcin de 1 092 places animaux équivalents ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007, modifié, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **G.A.E.C. des PEUPLIERS (HENAFF)** », autorisant à exploiter à LANNEBERT aux lieux-dits « Traou Goaziou » 1 898 places animaux

équivalents et « Califournie » 1 856 places animaux équivalents soit un cheptel total de 3 754 places animaux équivalents;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la demande présentée le 17 octobre 2011 par l'installation classée « **G.A.E.C. des PEUPLIERS** », sise « Traou Goaziou » à LANNEBERT, en vue de :

- l'augmentation d'effectif à hauteur de 4 596 places animaux équivalents suite à la reprise partielle de deux autres exploitations pour mise en cohérence de l'exploitation et passage en naisseur-engraisseur total ;
- la spécialisation de chacun des deux sites d'élevage : l'un en tant que naissage et l'autre comme site d'engraissement
- la mise aux normes "Bien être" de l'atelier Gestante-verraterie
- la mise à jour de la gestion des déjections., à LANNEBERT au lieu-dit « Traou Goaziou » (Section ZD n°s 3-110-737-800 et ZC n°s 25 - 26 - 27 - 29);

VU la saisine de l'autorité environnementale du 02 décembre 2011 ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire – enquêteur du 28 juillet 2012 ;

VU la consultation des conseils municipaux de LE FAOUE (27 juin 2012), GOMMENECH (11 juillet 2012), GOUDELIN (11 juin 2012), LANNEBERT (05 juillet 2012), LANVOLLON (26 juin 2012), PLEGUIEN (20 juin 2012), PLEHEDEL (04 juin 2012), PLUDUAL (06 juin 2012), TREMEVEN (05 juillet 2012), TRESSIGNAUX (11 juin 2012), TREVEREC (04 juin 2012), SAINT-GILLES-LES-BOIS (04 juin 2012) ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 décembre 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 21 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que :

- l'exploitation est déjà autorisée et sa restructuration interne et externe présente une augmentation d'effectif de 22 % soit 842 places animaux équivalents ;
- le site de Califournie avec 3 150 places animaux équivalents passera le seuil Integrated Pollution Prévention and Control [(IPPC) – (Maîtrise et prévention intégrées des pollutions)] ;
- la restructuration interne externe est prévue dans le cadre de rapatriement de droit avec accord de la Commission Départementale d'Orientement de l'Agriculture (CDOA) ;

- le projet propose des constructions et désaffectations de bâtiments, les modifications proposées sur le bâti améliorant la situation vis à vis des tiers, il demeurera un bâtiment nécessitant de maintenir la dérogation sur le site de Califournie ;
- l'augmentation des effectifs engendrera une augmentation de la production, celle-ci n'impliquera pas d'augmentation de charge azotée et phosphorée sur le plan d'épandage ;
- les lisiers seront, en grande partie, traités par une station complète ;

CONSIDERANT les conclusions favorables du commissaire- enquêteur,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER :

1.1. - Le GAEC des Peupliers, ci après dénommé l'éleveur, à LANNEBERT au lieu dit "Traou Goaziou", est autorisé à exploiter à LANNEBERT au lieu dit « Califournie » (section ZC parcelles 25, 26 et 29) , à moins de 100 mètres du tiers le plus proche et à moins de 35 m du forage déclaré conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3 150 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit : 3 150 places engraissement (3 150 PAE)

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "Lisiers traités décantés" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections du site de Califournie 4 536 m³ de lisier (25 604 kg d'azote) et partiellement celles du site de Traou Gaoziou de l'élevage ci-dessus, à savoir : 1 682 m³ de lisier (4 202 kg d'azote) sur 3 595 m³ (8 981 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 1 913 m³ (4 779 kg d'azote) de lisiers brut, le lisier centrifugé 674 m³ (2 764 Kg d'azote), les effluents épuré, les lisiers traités décantés seront épandus sur terres en propres.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement

(comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102 - 1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

ARTICLE 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 3 150 porcs charcutiers de plus de 30 kg.

2.1.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 9 483 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase sera maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

ARTICLE 3 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations

autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des lisiers traités décantés (boues biologiques) produites;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux annuel maximal
Volume	6 218 m3	17 m3	20.4 m3
N Global	29 806 kg	81.7 kg	98 kg

P2O5	16 693 kg	45.7 kg	54.8 kg
------	-----------	---------	---------

- sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	622 Tonnes	1.7 Tonnes
N Global	6 855 kg	18.8 kg
P2O5	13 355 kg	36.6 kg

Lisier centrifugé à

Epandre	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	674 m3	1.8 m3
N global	2 764 kg	7.6 kg
P2O5	402 kg	1.1 kg

Lisiers traités décantés

(Boues biologiques)	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	916 m3	2.5 m3
N Global	5 140 kg	14.1 kg
P2O5	1 655 kg	4.5 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	3 662 m3	10 m3
N Global	916 kg	2.5 kg
P2O5	1 282 kg	3,5 kg

3.7. – Auto-surveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH_4/NO_3 seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. – Auto-surveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels.

Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs préfosse)

- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bi-mestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés. Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'auto-surveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits.

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers .

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 2 211 m3.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 70 m2

4.3. - Les lisiers traités décantés ou boues biologiques seront stockées dans une fosse de 970 m3.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 3 800 m3.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 590 m3 devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de

l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces -produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

ARTICLE 5 : - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service devra poursuivre son fonctionnement ajouté de la centrifugation . Celle ci devra être mise en fonctionnement simultanément à l'augmentation du cheptel sur le site .

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - Prescriptions particulières concernant le devenir des co-produits

6.1. - Destinations des co-produits :

Conformément au dossier déposé, les co-produits issus de la centrifugation des lisiers seront transférés vers une unité de fabrication conforme aux exigences réglementaires régissant les installations classées de compostage soumis à la rubrique 2 780 de la nomenclature, afin de les transformer en un produit finis répondant aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001 ou NFU 44051).

6.2 - Destination des produits : Les produits finis obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.3. - Traçabilité des produits : Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des coproduits issus de la centrifugation des lisiers comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site ;
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- Nature ;
- Nom du transporteur ;
- Quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- Les informations définies ci-dessus ;
- Les originaux des bons d'enlèvement ;
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un prestataire, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment, pour les produits normalisés) pourront être transmises directement par le dit prestataire à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

ARTICLE 7 : Meilleures Techniques Disponibles :

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 8 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants :

Le forage existant sur la parcelle ZC 25 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ou ces ouvrage(s) sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;
- une surface entretenue autour du puits de l'ordre de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution ;

- un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. L'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour ;

- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 : Prescription liée à l'épandage sur céréales

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 10 : - Prescription particulière concernant la remise en état du site:

L'arrêt du bâtiment engraissement numéroté 2, dans les plans et mémoires annexés au présent arrêté pour 614 places sur le site "Califournie." à LANNEBERT sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le même site. Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage

avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 11 : Résorption

La résorption prise en compte pour l'exploitation sera de 5 216 unités par alimentation, 14 130 unités par traitement et 6 855 unités par transfert.

ARTICLE 12 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 16 janvier 2007.

ARTICLE 13 :

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, accompagnée des documents justificatifs.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 14 :

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de LANNEBERT pour y être consulté,
- affichée à la mairie de LANNEBERT pendant une durée d'un mois
- affichée en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,

- mise en ligne sur le site internet de la préfecture,
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 15 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX).

- pour les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision ;
- pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

ARTICLE 16 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de LANNEBERT et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de LE FAOUE, GOMMENEC'H, GOUDELIN, LANVOLLON, PLEGUIEN, PLEHEDEL, PLUDUAL, SAINT-GILLES-LES-BOIS, TREMEVEN, TRESSIGNAUX, TREVEREC.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 8 JAN. 2013

LE PREFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Gérard DEROUIN

